

## « New Labour : de l'ascension à la chute »

Par Anthony Giddens\*

(*Le Monde*, 15 mai 2010)

L'ère de l'hégémonie du New Labour est révolue. Quel bilan en tirer ? Beaucoup aujourd'hui ont tendance à décrier l'action du New Labour au cours des treize années où il a été aux affaires. Même des observateurs bien disposés conviennent que peu de résultats substantiels ont été atteints. Pour les critiques les plus déterminés, le Labour au pouvoir – c'est-à-dire le Labour mué en New Labour – a généré plus qu'une déception ; ce fut un vrai désastre. Le parti a grignoté les libertés civiles, trahi les idéaux de gauche, n'a en rien réduit les inégalités et, le pire de tout, s'est lancé dans une guerre calamiteuse en Irak. Alors que le New Labour avait promis une "*aube nouvelle*", beaucoup se sont sentis floués.

### "LE 'NEW LABOUR' N'EST PAS UNE SIMPLE FORMULE"

J'admets certaines de ces critiques. Mais on peut aussi leur opposer une défense solide de beaucoup des politiques de fond menées par les travaillistes. Et il est nécessaire de dresser un bilan équilibré si l'on souhaite que ce parti se fixe une orientation efficace pour l'avenir. Un point de départ réaliste pour y parvenir est de comparer l'action du Labour au cours de la période où il a été au pouvoir à celle de partis frères dans d'autres pays à peu près à la même époque – Bill Clinton et les démocrates aux Etats-Unis, les socialistes de Lionel Jospin en France et le SPD allemand dirigé par Gerhard Schröder.

Le Labour a réussi à rester au pouvoir plus longtemps qu'eux, plus longtemps même, en vérité, que tout autre parti de gauche dans la période récente, y compris les partis scandinaves. Les changements idéologiques qui ont motivé l'adoption du terme "New Labour" expliquent en grande partie ce succès électoral. Car l'appellation "New Labour" n'était pas une simple formule conçue pour masquer un vide politique.

Dès le départ, les architectes du New Labour ont procédé à un diagnostic convainquant des raisons pour lesquelles la politique de centre-gauche avait besoin d'innovation, et ils ont, sur cette base, défini un agenda politique clair. En gros, ce diagnostic établissait les points suivants : les valeurs de la gauche – la solidarité, la volonté de réduire les inégalités et de protéger les plus vulnérables, la croyance au rôle actif du gouvernement – demeuraient intactes, mais les politiques conçues pour atteindre ces objectifs devaient être radicalement redéfinies en raison des profonds changements que connaissait le monde. Ces changements étaient provoqués entre autres par l'accélération de la mondialisation, par le développement d'une économie post-industrielle ou de services et, à l'ère de l'information, par l'émergence d'une opinion publique qui s'exprime plus, qui est plus combative et qui marque moins de déférence qu'autrefois à l'égard des représentants de l'autorité (un processus que l'apparition d'Internet n'a fait qu'accentuer).

La plupart des propositions politiques du Labour ont procédé de cette analyse. L'époque de la gestion keynésienne de la demande, couplée à la mainmise étatique sur l'entrepreneuriat économique, était révolue. Une nouvelle relation entre l'Etat et les entreprises devait être établie, qui reconnaisse le rôle vital de l'entreprise dans la création de la richesse et admette les limites du pouvoir étatique. Aucun pays, aussi vaste et puissant soit-il, ne peut contrôler ce marché : d'où l'"offensive des cocktails de crevettes" que le Labour lança au milieu des années

1990 pour courtiser la City de Londres.

### "TONY BLAIR, LOIN D'ÊTRE UN TRAVAILLISTE PUR SUCRE"

L'expansion de l'économie de services eut pour conséquence une forte diminution de la classe ouvrière, bastion historique des travaillistes. C'est pourquoi, pour gagner les élections, un parti de centre-gauche devait s'adresser à une catégorie beaucoup plus large d'électeurs, y compris parmi ceux qui n'avaient jamais voté travailliste jusque-là. Le Labour ne pouvait plus se contenter de ne représenter que des intérêts de classe particuliers. En Tony Blair – qui était loin d'être un travailliste pur sucre – le parti sembla avoir trouvé le leader parfait pour atteindre ce but.

La politique du Labour a évolué au cours de ses années au gouvernement. Certaines idées fondamentales, pourtant, sont restées les mêmes. La prospérité économique, dans un marché mondialisé, devait prendre la première place comme condition préalable à une politique sociale efficace. Une économie de plus en plus prospère générerait des ressources permettant de financer l'investissement public tout en évitant d'avoir à instaurer de nouveaux impôts. Le Labour chercha à rompre avec sa vieille tendance à *"taxer pour dépenser"*. *"Prudence"* fut le maître-mot de Gordon Brown lorsqu'il était ministre des finances. Une gestion économique prudente était essentielle si l'on voulait augmenter les dépenses sociales et améliorer la justice sociale.

Dans ce domaine, le Labour dut affronter l'héritage désastreux des années Thatcher. L'inégalité avait plus fortement augmenté au Royaume-Uni au cours de ces années-là que dans tout autre pays industrialisé à l'exception de la Nouvelle-Zélande (laquelle avait également mené une politique thatcherienne). Le système de prestations sociales étant exsangue, l'investissement dans les services publics, accompagné de réformes visant à les rendre plus souples et plus adaptés aux besoins de leurs utilisateurs, devint le principe directeur de l'action des travaillistes. Le Labour ne serait pas le parti du *"plus d'Etat"*, mais le parti de l'Etat intelligent.

Une autre caractéristique importante de la politique du New Labour fut son refus de laisser la droite s'approprier certains problèmes, et de leur apporter à chaque fois des solutions de centre-gauche. Cette stratégie, qui fut attaquée par certains au motif qu'elle mettait en danger les libertés civiles, fut un élément essentiel de la longévité du Labour au pouvoir. Dans d'autres pays, les sociaux-démocrates ont perdu le pouvoir en raison de leur incapacité à faire la même chose. Au lieu d'affronter directement les questions liées à la criminalité, au désordre social, à l'immigration et à l'identité culturelle, la gauche avait jusqu'ici voulu leur trouver des explications et les avait en fait esquivées – comme si les inquiétudes éprouvées par les citoyens étaient déplacées ou injustifiées. On parlait par exemple du principe que la plupart des comportements criminels provenaient des inégalités et, donc, qu'une fois ces inégalités réduites, la délinquance diminuerait automatiquement. Sans nier le lien, le Labour adopta une autre attitude. Quand Tony Blair, dans le manifeste qu'il publia en 1997, s'engagea à se montrer *"dur envers la criminalité et dur envers les causes de la criminalité"*, il ne s'agissait pas d'un simple slogan ; c'était un principe d'action qui fut effectivement mis en œuvre.

### UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ACTIVISTE

Evoquer à présent l'importance accordée par le Labour à la mise en œuvre d'une politique étrangère activiste pourrait sembler éloigné des préoccupations précédentes. Il n'en est rien. En raison de la mondialisation, politiques nationale et étrangère se superposent désormais beaucoup plus que par le passé. Même s'il est clair que la Grande-Bretagne n'est pas menacée

d'invasion, elle doit être prête à jouer un rôle actif dans le monde. L'interventionnisme devient une doctrine nécessaire lorsque la souveraineté nationale a perdu une grande partie de son sens et que les préoccupations humanitaires universelles l'emportent sur les intérêts locaux. Le terrorisme transnational, lui-même généré par la mondialisation, constitue une menace bien plus grande que les formes localisées de terrorisme qui prévalaient autrefois.

Dans quelle mesure ces stratégies et politiques ont-elles porté leurs fruits ? S'il est évident que le bilan travailliste est imparfait, il serait pourtant difficile de nier que le Labour a eu un impact beaucoup plus fort que n'importe lequel des gouvernements de centre-gauche précédemment mentionnés. Le Royaume-Uni a connu dix années d'une croissance économique ininterrompue qu'on ne peut écarter d'un revers de manche en affirmant qu'elle n'était due qu'aux bulles de l'immobilier et du crédit. Cette croissance est intervenue alors qu'était instauré un salaire minimum national. Des investissements de grande ampleur ont été réalisés dans les services publics et des réformes importantes conduites dans les domaines de l'éducation et de la santé.

L'inégalité entre salaires et revenus a été contenue, même si elle n'a pas été réduite de manière significative. La condition des plus pauvres s'est toutefois nettement améliorée. Les objectifs de réduction de la pauvreté des enfants n'ont pas été atteints, mais avant la récession, 600 000 enfants ont été extraits d'une relative misère ; par rapport à une norme absolue, ce nombre peut être quasiment doublé.

Les programmes du *New Deal* et du *Sure Start* ainsi que les politiques de crédit d'impôt ont certes connu des difficultés, mais ils ont en général prouvé leur utilité. Même la PFI (*Private Finance Initiative*) tant décriée a fonctionné, surtout quand on la compare aux systèmes de financement public. La dévolution de pouvoir à l'Ecosse et au Pays de Galles a été pour l'essentiel une réussite, et une paix durable semble avoir été établie en Irlande du Nord. Les chiffres de la criminalité ont substantiellement baissé dans l'ensemble du Royaume-Uni et la Grande-Bretagne a réussi de manière plus féconde que la plupart des autres pays européens à s'adapter à une diversité culturelle croissante.

Venant d'un parti si souvent considéré comme antilibéral et autoritaire, ce sont là des réalisations appréciables dans la direction opposée. Le Labour a souscrit au Chapitre social de l'Union européenne ainsi qu'à la Convention européenne des droits de l'homme, adopté une loi sur la liberté d'information et instauré un partenariat civil pour les couples homosexuels. La Grande-Bretagne est devenue une société plus libérale et plus tolérante qu'avant, et les politiques du Labour ont incontestablement joué un rôle dans cette évolution. En matière de politique étrangère, l'aide à l'étranger a été portée à des niveaux bien supérieurs à tout ce qu'avaient fait jusque-là les gouvernements conservateurs.

#### DÉCISION CALAMITEUSE À PROPOS DE L'IRAK

Les interventions militaires en Bosnie, au Kosovo – où Blair a joué un rôle crucial pour inciter les Américains à envisager de déployer des forces terrestres – et en Sierra Leone ont été largement considérées comme des succès. Si seulement Tony Blair s'en était tenu là ! Rien n'a entaché plus fortement sa réputation que sa calamiteuse décision de devenir le principal partenaire de George Bush dans l'invasion de l'Irak.

D'autres erreurs graves ont été commises. Les expérimentations dans le domaine de l'image et de la gestion des médias au cours des premières années du gouvernement travailliste ont eu l'effet inverse de celui escompté et ont donné l'impression que le New Labour était plus

préoccupé de communication que de politique. Blair a échoué à mieux intégrer la Grande-Bretagne dans l'Union européenne, et certaines relations étroites qu'il entretenait avec d'autres dirigeants européens – notamment avec le premier ministre italien Silvio Berlusconi – ne manquaient pas de surprendre.

Il était juste d'affirmer que le Labour devait améliorer son rapport au monde des affaires, et il était également juste de reconnaître l'importance de la City pour l'économie britannique. Mais ce fut une erreur fondamentale d'autoriser "l'offensive des cocktails de crevettes" à sombrer dans une dépendance servile, ce qui eut pour résultat de transformer le Royaume-Uni en une sorte de gigantesque paradis fiscal. L'idée selon laquelle le Labour devrait avoir "l'esprit absolument tranquille à l'égard des gens qui s'enrichissent de manière éhontée" n'a pas seulement exacerbé les inégalités au sommet de l'échelle sociale, mais a contribué à l'émergence d'une culture de l'irresponsabilité. Les patrons se protégeaient des risques qu'ils demandaient à leurs employés d'endosser.

### BLAIRISME DIFFÉRENT DU THATCHÉRISME

Je n'accepte pas l'idée simpliste qui voudrait que le blairisme soit la simple prolongation du thatchérisme. La politique travailliste s'est traduite par une large intervention gouvernementale dans la vie économique – même si cela s'est produit surtout au niveau de l'offre. Et elle entendait sincèrement améliorer la justice sociale - une notion totalement étrangère à Margaret Thatcher, Keith Joseph et à leur gourou Milton Friedman. Pourtant Blair et Brown auraient dû affirmer beaucoup plus clairement qu'ils ne l'ont fait que reconnaître les vertus du marché ne veut pas dire se prosterner devant lui. Le fanatisme du marché aurait dû être plus explicitement critiqué et ses limites clairement dénoncées. Quant à la représentation proportionnelle et autres réformes constitutionnelles, le Labour aurait dû en faire une question de principe, et non donner l'impression de les défendre par opportunisme.

Les autres partis ont dû se repositionner par rapport à l'agenda fixé par le New Labour. Les conservateurs défendent aujourd'hui les droits des homosexuels, acceptent la nécessité de réduire la pauvreté, soutiennent les lois sur le changement climatique et l'énergie que le Labour a initiées, et poursuivront la plupart des réformes du marché du travail qui ont été mises en route. En défendant leur idée de "grande société", les conservateurs entendent s'inspirer des mêmes traditions communautaires que Tony Blair a en son temps défendues. Bien entendu, ils pourraient revenir sur ces engagements, mais pour l'instant ils paraissent sincères.

La crise financière mondiale, dont rares ont été ceux qui l'ont vue venir, semble avoir signé la fin du monde qui avait contribué à façonner le New Labour. Tout s'est brusquement inversé : le keynésianisme et l'intervention gouvernementale dans l'économie sont de retour. Plus personne ne nie la nécessité de trouver un moyen de réguler les marchés financiers qui semblaient autrefois omnipotents. Une taxe sur les transactions financières mondiales, jusqu'ici jugée totalement irréaliste, est de nouveau sur la table. Il est, somme toute, possible d'augmenter le taux d'imposition des plus riches.

Pendant ce temps, les principaux partis discutent d'un retour à une politique industrielle active et d'une renaissance de l'industrie manufacturière. Le changement climatique et d'autres menaces environnementales, dont le Labour ne s'est préoccupé que très tardivement, sont aujourd'hui au cœur des préoccupations politiques de tous. La planification, reléguée aux oubliettes depuis des années, est de nouveau d'actualité, tout comme les coupes sévères dans les dépenses publiques – l'exact contraire de l'audacieux et massif investissement social sur

lequel était fondée la politique du New Labour. La prudence budgétaire a cédé la place à d'énormes emprunts et à une gigantesque dette cumulée.

#### LE NEW LABOUR EST MORT

Le New Labour en tant que tel est mort, et il est temps d'abandonner le terme lui-même. Pourtant certaines des évolutions sociales et économiques auxquelles il apportait une réponse sont toujours en cours, et des pans significatifs de son cadre de travail politique restent valables. Le Labour devra continuer demain à séduire des électeurs traditionnels et aisés, au sein d'une culture politique changeante dans laquelle les médias électroniques joueront un rôle de plus en plus important. Même s'il apparaît éminemment sensé de vouloir réduire la domination du secteur financier dans l'économie et encourager une renaissance de l'industrie manufacturière, le Royaume-Uni restera une économie post-industrielle dans laquelle les activités fondées sur les services et la connaissance resteront prédominantes.

La réforme des prestations sociales constituera un problème toujours aussi épineux, surtout lorsque l'efficacité des dépenses sera devenue une priorité. Mener une politique progressiste sur l'immigration et le multiculturalisme sans se couper de l'électorat demeurera une question délicate, tout comme celle de trouver une façon d'apaiser les peurs de la population à l'égard de la criminalité. Problématique, également, sera la manière de trouver un juste équilibre entre les libertés civiques d'une part, la protection du pays contre la menace du terrorisme international d'autre part. Keynes est redevenu à la mode, mais il ne peut y avoir de retour à une gestion keynésienne de la demande telle qu'elle a été pratiquée entre 1945 et 1979. Le défi auquel nous devons répondre sera de préserver et d'améliorer la flexibilité et la créativité qu'engendrent les marchés tout en orientant ces qualités vers des objectifs à long terme socialement souhaitables.

Une révision fondamentale de la pensée est nécessaire et de nouvelles politiques doivent être définies. Le principal problème du Labour dans l'opposition sera de contenir les querelles intestines qui affectent tant de partis, surtout à gauche, au lendemain d'une défaite politique. La reconstruction idéologique pourrait jouer là un rôle décisif. Son point de départ pourrait être la redéfinition du rôle de la sphère publique.

Les "blairistes", pourrait-on dire, penchaient plus vers le marché que les "brownistes", plus attachés à l'Etat. La sphère publique doit toutefois être distincte à la fois des marchés et de l'Etat, et peut être utilisée comme un tremplin pour reconstruire les uns et l'autre. Si l'on en croit ses tentatives, à la suite de la crise financière, de réintroduire dans le débat politique la notion de mutualisme, il semble que le Labour tâtonne dans cette direction. Ces efforts encore timides doivent être poursuivis et mis au service de la construction d'une forme responsable de capitalisme, associée à une approche subtile des problèmes de durabilité.

*\* Anthony Giddens est professeur de sociologie à l'Université de Cambridge et ancien directeur de la London School of Economics (1997-2003). Il a été le concepteur de la "troisième voie", socle de la refondation du Parti travailliste par Tony Blair, dont il fut l'un des principaux conseillers. Anobli en 2004, il siège à la Chambre des Lords.*

© Anthony Giddens (article paru dans *The New Statesman*)  
(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)